

ALGER

الجزائر
الجمهورية
الجزائرية

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Cuba-Declaration-du-ministere-des.html>

Cuba : Déclaration du ministère des Relations extérieures de Cuba : Échec d'une provocation anticubaine

- Actualité politique internationale - Amérique Latine - CUBA -
Publication date: jeudi 2 mars 2017

Description:

Durant cette période, nous avons assisté à un redoublement des agressions impérialistes et oligarchiques contre l'intégration latino-américaine et contre les institutions démocratiques de plusieurs pays. Cette offensive néolibérale a replongé des millions de Latino-américains dans la pauvreté, des centaines de milliers ont perdu leur emploi, ont été forcés d'émigrer, ou ont été assassinés ou enlevés par les mafias et les trafiquants, alors que ne cessent de s'étendre les idées isolationnistes et protectionnistes, la dégradation environnementale, les déportations, la discrimination religieuse et raciale, l'insécurité et la répression brutale.

Où était l'OEA, qui a toujours observé un silence complice face à ces réalités. Pourquoi se tait-elle ? Il faut être dérangé pour prétendre vendre aux Cubains les « valeurs et les principes du système interaméricain », face à la dure et antidémocratique réalité engendrée par ce même système.

La Havane, le 22 février 2017

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La Havane, le 22 février 2017

Ces dernières semaines, plusieurs médias internationaux se sont fait l'écho de l'intention du Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro Lemes, de se rendre à La Havane afin de recevoir un « prix » inventé par un groupuscule illégal anticubain, qui opère avec la complicité de l'organisation d'extrême droite Fondation pour la démocratie panaméricaine, créée pendant les journées du 7e Sommet des Amériques, au Panama, afin de canaliser les efforts et les ressources contre les gouvernements légitimes et indépendants dans « Notre Amérique ».

Ce plan, ourdi au cours de plusieurs voyages entre Washington et d'autres capitales de la région, consistait à organiser à La Havane une provocation grave et ouverte contre le gouvernement cubain, provoquer une instabilité interne, ternir l'image internationale du pays et, en même temps, entraver la bonne marche des relations diplomatiques de Cuba avec d'autres États. Certains ont peut-être mal calculé, en pensant que Cuba allait sacrifier les essences aux apparences.

Plusieurs personnes se sont laissées entraîner dans cette aventure, dont le propre Almagro et certains autres personnages de droite, membres de la dénommée Initiative démocratique pour l'Espagne et les Amériques (IDEA), qui a également agi de façon agressive ces dernières années contre la République bolivarienne du Venezuela et d'autres pays aux gouvernements progressistes et de gauche en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Cette tentative s'est effectuée avec la connivence et le soutien d'autres organisations dont les références anticubaines sont bien connues, comme le Centre démocratie et communauté, et le Centre d'études et de gestion pour le développement en Amérique latine (CADAL), ainsi que l'Institut interaméricain pour la démocratie, du terroriste et agent de la CIA, Carlos Alberto Montaner. Par ailleurs, depuis 2015, on a pu confirmer les liens entre ces groupes et la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy - NED), des États-Unis, qui reçoit des fonds du gouvernement de ce pays pour la mise en oeuvre de ses programmes subversifs contre Cuba.

Après avoir pris connaissance de ces plans, et faisant valoir les lois qui sous-tendent la souveraineté de la nation, le gouvernement cubain a décidé de refuser l'entrée sur son territoire des citoyens étrangers impliqués dans les faits décrits.

Dans un geste irréprochable de transparence et d'attachement aux principes qui régissent les relations diplomatiques entre les États, les autorités cubaines se sont mises en contact avec les gouvernements des pays d'où ces personnes devaient voyager et les ont informés, ont tenté de les dissuader et d'empêcher la commission de tels actes.

Comme le stipulent les réglementations de l'aviation civile internationale, les compagnies aériennes ont annulé les réservations de ces passagers après avoir appris qu'ils ne seraient pas les bienvenus. Quelques-uns ont été réembarqués. Certains ont cherché à manipuler les faits en fonction d'étroits intérêts politiques dans leur propre pays, face aux processus internes qui y ont lieu.

Comme n'ont pas manqué non plus les déclarations de défenseurs des faux persécutés, de partenaires d'anciennes dictatures et de politiciens au chômage prêts à s'allier avec de vulgaires mercenaires au service et à la solde d'intérêts étrangers, qui ne jouissent d'aucune reconnaissance à Cuba, vivent de calomnies insoutenables, se posent en victimes et agissent contre les intérêts du peuple cubain et du système politique, économique et social que celui-ci a choisi librement et qu'il est prêt à défendre avec héroïsme.

Concernant Almagro et l'OEA, leurs déclarations et leurs actes ouvertement anticubains sont loin de nous surprendre. Depuis le court laps de temps qu'il est à la tête de cette organisation, il s'est distingué par ses efforts pour générer, sans aucun mandat des États membres, un programme ambitieux d'autopromotion avec des attaques contre des gouvernements progressistes comme le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur.

Durant cette période, nous avons assisté à un redoublement des agressions impérialistes et oligarchiques contre l'intégration latino-américaine et contre les institutions démocratiques de plusieurs pays. Cette offensive néolibérale a replongé des millions de Latino-américains dans la pauvreté, des centaines de milliers ont perdu leur emploi, ont été forcés d'émigrer, ou ont été assassinés ou enlevés par les mafias et les trafiquants, alors que ne cessent de s'étendre les idées isolationnistes et protectionnistes, la dégradation environnementale, les déportations, la discrimination religieuse et raciale, l'insécurité et la répression brutale.

Où était l'OEA, qui a toujours observé un silence complice face à ces réalités. Pourquoi se tait-elle ? Il faut être dérangé pour prétendre vendre aux Cubains les « valeurs et les principes du système interaméricain », face à la dure et antidémocratique réalité engendrée par ce même système. Il faut avoir la mémoire courte pour ne pas se souvenir qu'en février 1962, Cuba s'était dressée en solitaire contre ce « sommet immoral », comme l'avait qualifié Fidel dans la 2e Déclaration de La Havane. Cinquante-cinq ans plus tard et en compagnie de peuples et de gouvernements du monde entier, il est nécessaire de rappeler, comme l'a signalé le président Raul Castro, que Cuba ne retournera jamais à l'OEA.

José Martí a averti que « *ni les peuples ni les hommes n'ont de respect pour quiconque ne se fait pas respecter (...) hommes et peuples vont de par le monde en enfonçant le doigt dans la chair d'autrui pour voir si elle est molle ou si elle résiste, et il faut durcir la chair pour chasser les doigts insolents* ».

À Cuba, nous n'oublions pas les leçons d'Histoire.

**in Granma
23.02.17**